

5 décembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Noursoultan Nazarbaev, président du Kazakhstan, sur les relations franco-kazakhstanaïses et sur la situation en Ukraine, à Astana le 5 décembre 2014.

LE PRÉSIDENT

Monsieur le Président, je vous remercie pour l'accueil que vous me réservez. C'est effectivement la première visite officielle que j'effectue au Kazakhstan. Vous, vous étiez venu à l'automne 2012 et vous m'aviez rappelé que la visite de François MITTERRAND, c'était en 1993, avait été particulièrement décisive, puisqu'elle se déroulait deux ans après l'indépendance du Kazakhstan. Aujourd'hui, les temps ont changé. En vingt ans, votre pays s'est considérablement développé. Vous avez même créé, ici, une nouvelle capitale.

En 2008, un partenariat stratégique entre la France et le Kazakhstan a été conclu. Et moi, je veux lui donner toutes ses dimensions.

La première dimension de ce partenariat stratégique est politique, diplomatique. Le Kazakhstan a une position majeure en Asie Centrale. Le Kazakhstan est non seulement la première économie d'Asie Centrale mais votre pays peut parler à tous ses voisins, travaille avec tous ses voisins : la Russie, la Chine et vous avez aussi des liens avec l'Iran. Bref, vous êtes capable de prendre des initiatives et la France peut, sur un certain nombre de sujets, travailler avec vous.

D'abord, il y a le sujet de l'Ukraine. Nous sommes préoccupés l'un et l'autre par la détérioration de la situation humanitaire, d'abord, économique ensuite.

Nous sommes également désireux de chercher toutes les voies possibles, toutes les solutions. Ces solutions doivent porter sur la mise en uvre du protocole de Minsk, c'est-à-dire la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le cessez-le-feu et la capacité qu'auraient les Ukrainiens à définir ensemble ce qui relèverait de l'autonomie, de la décentralisation pour les régions de l'Est et ce qui relèverait, et c'est bien légitime, de l'unité territoriale.

Je sais que vous allez vous rendre dans cette partie-là de notre continent et nous allons travailler ensemble pour chercher tous les points qui permettront de clarifier et d'engager une désescalade. Nous en avons besoin, car il y a des risques, toujours, d'une escalade supplémentaire et également des menaces sérieuses sur l'économie de l'ensemble de la région.

Nous avons également un partenariat politique à développer sur le Proche et Moyen Orient, la lutte contre le terrorisme. De ce point de vue, nous sommes conscients que ce qui se passe en Irak et en Syrie est extrêmement grave. D'autant qu'il y a des combattants étrangers qui viennent de nos pays, de tous nos pays, du monde entier sur ce champ de bataille et avec toutes les conséquences que l'on sait, ensuite, lors de leur retour.

S'est posée la question de savoir si le fait que le Kazakhstan rejoigne l'Union économique eurasiatique avec la Russie posait un problème de compatibilité avec les liens que le Kazakhstan souhaite entretenir avec l'Union européenne. Et là, je veux affirmer très clairement la position de la France : il peut y avoir un renforcement des relations entre l'Union européenne et le Kazakhstan, et c'est ce qui d'ailleurs vient se traduire avec la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération renforcée, sans pour autant que le Kazakhstan ait à renoncer à sa participation à l'Union économique eurasiatique qui a été décidée et qui entrera en vigueur au 1er

janvier 2015. Tout est affaire d'intelligence et aussi de volonté pour qu'il puisse y avoir un développement de toutes les relations, de tous les échanges, en faveur de la croissance. C'est pourquoi j'ai encouragé le Président NAZARBAEV à poursuivre les efforts du Kazakhstan en vue de son adhésion à l'OMC, ce qui permettra de régler les problèmes de compatibilité des deux accords que le Kazakhstan a signé avec l'Union européenne et ses partenaires eurasiatiques. Je souhaite également que le Kazakhstan puisse se rapprocher de l'OCDE pour avoir aussi en matière fiscale toutes les conditions lui permettant d'être pleinement dans le commerce mondial. L'exposition internationale d'Astana 2017 sera un évènement très important et la France est à vos côtés pour réussir cette opération.

Enfin, je sais pouvoir compter sur le Kazakhstan pour aider la France à réussir la Conférence sur le climat en décembre 2015. Le Kazakhstan est un grand producteur d'énergie, mais le Kazakhstan fait également beaucoup d'efforts pour diversifier ses sources d'énergie, pour envisager du renouvelable, pour devenir aussi un modèle d'efficacité énergétique.

Voilà pourquoi je passe à la deuxième dimension. Le partenariat stratégique entre la France et le Kazakhstan doit être également tourné vers la création d'activités économiques et de richesses. La France est le troisième investisseur étranger au Kazakhstan. De nombreuses entreprises françaises sont présentes, certaines depuis des années. Elles l'ont été d'abord dans les domaines énergétiques, c'était bien légitime, ou dans l'utilisation, l'exploitation, la valorisation des matières premières.

Mais à l'occasion de mon déplacement, ici, avec le Président NAZARBAEV, nous avons décidé de faire en sorte que les entreprises françaises soient associées au programme de diversification de l'économie du Kazakhstan. C'est-à-dire la santé, l'agroalimentaire, le tourisme, en plus de ce qui se fait déjà en matière aéronautique, spatiale et ferroviaire. Je veux évoquer en particulier le tourisme, tourisme qui peut se développer au Kazakhstan et tourisme des Kazakhstanais vers la France.

Pour parachever ce partenariat, il y a la coopération universitaire. C'est la troisième dimension. Le Kazakhstan veut avoir des universités d'excellence. Les universités françaises sont nombreuses à m'avoir accompagné à travers leurs Présidents et son prêtes à engager des alliances, des coopérations de très haut niveau avec les universités de votre pays, M. le Président. Cela suppose de favoriser la reconnaissance mutuelle des diplômes, d'accueillir de nombreux étudiants kazakhstanais en France, mais surtout de signer des accords qui permettront d'établir des liens de recherche, d'échanges, de coopération universitaire entre les universités françaises et celles du Kazakhstan.

Demain, nous inaugurerons à Almaty un Institut Sorbonne Kazakhstan et il y aura bientôt aussi d'autres liens de même nature avec des universités prestigieuses du Kazakhstan et de France. Ce qui me conduit à évoquer l'enseignement du français au Kazakhstan, qui doit être encouragé, amplifié de manière à ce que l'on ait aussi une coopération culturelle de très haut niveau. Il y a déjà eu deux saisons culturelles qui ont été menées à bien et qui ont été un grand succès et nous voulons qu'il y ait encore davantage d'échanges.

A cet égard, le Maire de Cannes et l'Adjoint au Maire de Grenoble m'accompagnent pendant cette visite officielle pour développer la coopération culturelle. Je parle du Festival de Cannes et de celui d'Almaty en matière de cinéma.

Je pense aussi à ce que peut faire Grenoble dans bien d'autres domaines. Je veux, de manière générale, renforcer notre coopération décentralisée afin de nous permette d'être présents, ici, au Kazakhstan, davantage que nous ne le sommes aujourd'hui.

Pour conclure, ce partenariat stratégique doit être utile aux deux pays. Au Kazakhstan parce que c'est une économie qui va en 2050 être parmi les trente premières du monde -c'est la volonté du Président et je crois que c'est une stratégie possible qui peut réussir. A la France qui doit non seulement être le troisième investisseur, et nous pouvons encore gagner deux places, mais aussi exporter davantage au Kazakhstan. Parce que le Kazakhstan a besoin des produits français, de la technologie française. Pour y parvenir, nous devons fournir le cadre juridique et l'appui financier qui permettent de donner toutes les garanties attendues par nos entreprises.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le sens de mon voyage, ici, au Kazakhstan.

QUESTION

Une question sur les déclarations de Vladimir POUTINE. Hier, vous y avez fait tous deux allusion, il a eu des mots très durs pour l'Occident. Alors, M. HOLLANDE, est-ce que vous considérez que l'on se dirige vers un conflit ouvert désormais avec la Russie de Vladimir POUTINE ? Et vous, M. NAZARBAEV, après cette crise ukrainienne, est-ce que vous redoutez que votre voisin ne représente pour vous une menace pour votre indépendance ?

Et puis, deuxième question dans un autre registre, sans faire offense à nos hôtes, le Kazakhstan fait l'objet de nombreux griefs en matière de droits de l'Homme, M. HOLLANDE, avez-vous évoqué cette question avec le Président kazakh ? Et vous M. NAZARBAEV, qu'entendez-vous faire pour que les libertés fondamentales soient mieux respectées dans votre pays ? Merci.

LE PRESIDENT

Sur les déclarations du Président POUTINE, qui revient sur le passé, l'Histoire même, je pense que ce qui doit nous mobiliser, c'est l'avenir, tout en tirant les leçons de l'Histoire. La tension, la pression ne sont jamais des solutions. Nous devons essayer d'engager, et je l'ai fait, y compris avec le Président POUTINE, Mme MERKEL, le Président POROCHENKO, nous devons engager un processus de désescalade, pas d'escalade, de désescalade. D'abord la désescalade verbale qui doit ensuite être une désescalade dans les mouvements qui se produisent en Ukraine.

C'est pourquoi je ne cesse de chercher le dialogue. Et la France est dans une position qui lui permet de parler aux uns et aux autres et -je pense- aussi d'avoir la confiance, parce que nous avons des positions, qui sont des positions fermes. J'ai même pris des décisions qui permettent de faire en sorte d'être écouté sans faiblesse. Avec le Président NAZARBAEV, nous avons convenu que nous pourrions justement utiliser nos déplacements, nos dialogues pour atteindre le même résultat, celui de la désescalade et celui qui permet de garder l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tout en assurant une certaine autonomie aux régions de l'Est et de faire en sorte que l'économie ukrainienne puisse se redresser et qu'il y ait un processus qui permette de respecter le cessez-le-feu et les lignes de démarcation entre la Russie et l'Ukraine.

Dans les jours qui viennent, nous continuerons à échanger avec le Président NAZARBAEV, par rapport aux retours que nous avons eus de nos interlocuteurs.

Nous sommes deux nations indépendantes. L'indépendance, c'est très important pour pouvoir parler. Nous ne dépendons de personne pour déterminer nos positions. Nous, la France, nous sommes liés à l'Europe, indissolublement, mais en même temps, nous sommes un pays qui est capable de prendre des positions dans un sens ou dans un autre.

Sur les droits de l'Homme, cela a toujours la position constante de la France, chaque fois que je me déplace, je dis la réalité et fais en sorte de favoriser autant qu'il est possible certaines solutions individuelles, c'est le cas ici, et de demander que l'Etat de droit soit respecté. De la même manière, il est important que nous puissions, en France aussi, régler un certain nombre de situations individuelles, notamment par rapport à la lutte contre la corruption.

M. NOURSULTAN NAZARBAEV

La Russie est ouverte au dialogue et n'a pas l'intention de s'isoler du monde entier. Elle veut coopérer avec le monde entier. Voilà, cela c'est le premier point.

En ce qui concerne la situation en Ukraine, les sanctions ne concernent pas que la Russie. Vous savez ce que disait le Général DE GAULLE à l'époque : « lorsqu'il y a un problème, il faut monter au ciel et après essayer de voir le problème d'en haut parce que cela paraît plus clair ». Eh bien, la situation est claire aujourd'hui. Tous les droits internationaux sont bafoués. La confiance entre les puissances mondiales est au point zéro. L'économie en pâtit. Je ne sais pas où cela va mener si l'on continue dans cette voie. Mon analyse me dit que l'envie d'organiser une sorte de Printemps arabe à Moscou a échoué. Cela a tout simplement apporté le Printemps russe en Crimée, donc je ne pense pas qu'il faille mettre en colère la Russie. C'est un pays assez riche. Ils vont, bien sûr, perdre pas mal d'argent à cause des sanctions mais ils ont la capacité d'être autosuffisants. Ils ont leurs matières premières. Je pense donc que faire des ultimatums n'est pas la meilleure solution. Nous en avons parlé avec M HOLLANDE et nous sommes d'accord tous les deux. Il faut chercher les compromis pour sortir de cette impasse et ne pas oublier que la Russie

deux. Il faut chercher les compromis pour sortir de cette impasse et ne pas oublier que la Russie n'est pas assimilée dans l'économie européenne. Elle a donc la capacité, une sorte d'autonomie économique ? qui pourrait lui permettre de subsister seule.

La situation interne en Russie est telle que la popularité de POUTINE est extrêmement forte malgré ce que l'on peut se dire en Occident. POUTINE est un homme politique libéral. Qui serait la personne qui pourrait éventuellement le remplacer à l'avenir ? On ne le sait pas. Il faudrait essayer de trouver des solutions politiques et arrêter les sanctions. Bien sûr, ce qui s'est passé en Ukraine est indiscutable et tout à fait terrible, inacceptable. Mais il faut chercher des solutions pour en sortir.

Je ne pense pas qu'il faille revenir à l'époque de la Guerre froide et à cette confrontation directe entre les deux mondes. La Russie est un grand partenaire stratégique du Kazakhstan. Nous avons une frontière commune de 5 700 km et, ici, nous avons plus de trois millions de russes ethniques. Cela fait partie des relations historiques entre la Russie et le Kazakhstan. Nous devons continuer à cohabiter et faire cela dans un esprit d'amitié et de coopération.

Les barrières avec la Russie, c'est tout simplement déraisonnable. Lorsque nos exportations vers la Russie pâtissaient à cause des différences de prix sur les deux marchés, cela ralentissait nos échanges. Je pense que cette union simplifiera la vie. Aujourd'hui, nous avons déjà finalisé toutes les discussions concernant notre adhésion à l'OMC. Nous continuons notre dialogue très dynamique pour faire partie de l'OCDE très prochainement. Nous continuons à avancer dans ce domaine.

En ce qui concerne les droits de l'Homme, j'ose vous dire que les droits de l'Homme au Kazakhstan sont respectés bien plus que dans certains pays européens. Je parle des questions ethniques. Nous avons plus de 100 nationalités et ethnies présentes au Kazakhstan. Il y a des écoles où l'on enseigne 18 langues différentes. Nous avons aussi les représentants de 40 confessions, des mosquées, des synagogues, des églises protestantes, etc. Donc les droits fondamentaux, c'est-à-dire avoir le droit d'avoir un travail, un toit au-dessus de la tête, etc tous ces droits sont garantis.

Il n'y a pas de censure, nous n'avons pas de discrimination politique. Donc il faut quitter les stéréotypes et regarder peut-être cette région avec un autre regard, sous un autre angle. Nous avons forcément notre culture, notre identité, et nous n'avons pas l'intention d'y renoncer tout en respectant la démocratie du monde occidental. Je répète, nous n'avons pas l'intention de renoncer à notre mentalité.

Vous savez, nous voyons nos propres rêves la nuit, lorsque l'on dort, qui sont peut-être un peu différents de ceux des occidentaux. Je pense que si l'on peut vivre dans ce monde diversifié, c'est tant mieux pour tout le monde.

QUESTION

Bonjour, tout le monde sait qu'aujourd'hui l'économie mondiale souffre, y compris en France. Il y a le chômage qui est assez élevé. Il n'y a pas très longtemps, certaines agences de notations ont baissé leur note pour la France. Est-ce que cela pourrait ensuite influencer les accords économiques que vous signez aujourd'hui avec le Kazakhstan ?

M. NOURSOULTAN NAZARBAEV

Je vais d'abord répondre à cette question. Le ralentissement économique ne concerne pas que la France. La Banque mondiale nous dit que l'économie mondiale est en plein ralentissement. Les résultats peuvent être même pires que ce qui avait été prévu auparavant. Il y a toujours eu des crises économiques et, après, une reprise économique. Ce sont des choses qui arrivent. Je ne pense pas que ce genre de fluctuation pourrait influencer d'une manière ou d'une autre nos relations bilatérales.

Nous avons déjà accompli, réalisé avec la France, dix projets de grande envergure. Il y en a 18 autres qui sont en négociation qui concernent tous les domaines : l'aérospatial, l'espace, l'agroalimentaire, les infrastructures, l'agriculture, etc. Nous allons donc continuer à travailler. Vous savez que nous avons tous vécu cette grosse crise de 2007 et nous nous en sommes sortis - que je sache. Ces problèmes sont temporaires. La France est une puissance mondiale avec un grand potentiel. Je suis persuadé qu'elle va s'en sortir et que très prochainement la situation sera

bien plus optimiste.

QUESTION

Vous confirmez le pronostic du Président NAZARBAEV ?

LE PRESIDENT

Il y a eu une reprise qui a été plus faible en 2014, en Europe notamment, que ce qui était prévu. Sans doute que les difficultés de l'Ukraine, les sanctions, les incertitudes géopolitiques, le terrorisme ont pesé. Il y a eu aussi des plans d'austérité qui se sont accumulés ces dernières années. Mais les conditions de l'environnement économique pour 2015 paraissent meilleures, aussi bien pour le niveau de l'Euro que pour les taux d'intérêts et le prix du pétrole même si nous ne connaissons pas exactement quelle sera la tendance. Mais surtout il y a des décisions d'investissements qui ont été annoncées au niveau européen.

Si nous voulons qu'il y ait plus de croissance, il faut qu'il y ait plus d'échanges, plus d'investissements dans nos pays respectifs. C'est le sens de ce que nous avons voulu affirmer aujourd'hui avec le Président du Kazakhstan. C'est-à-dire que nous voulons participer pleinement à la dynamique des pays émergents qui doivent également investir dans les pays dits développés. Il faut changer les règles. Jusqu'à présent, pendant des années, c'étaient les pays émergents qui fournissaient des matières premières, notamment énergétiques, et c'étaient les pays développés qui envoyaient des produits technologiques par l'exportation. Aujourd'hui, il faut qu'il y ait des investissements qui puissent se faire dans de nombreux secteurs : santé, transports, numérique, ferroviaires, aéronautique et que les capitaux du Kazakhstan puissent venir également en France. Voilà ce qui va permettre, à mon sens, d'être plus favorable à la croissance.

Enfin, il y a le sujet, à moyen et long terme, de la lutte contre le réchauffement climatique qui va obliger à faire beaucoup d'investissements pour économiser l'énergie, moderniser un certain nombre d'installations énergétiques, dans le logement. Je pense que, pour le Kazakhstan et la France, c'est une grande opportunité.

Quant aux jugements des agences de notation, nous n'avons jamais emprunté, en France, à des niveaux aussi bas : moins de 1% sur 10 ans. C'est le signe d'une très grande confiance dans l'économie française.

QUESTION

Monsieur le Président NAZARBAEV, votre nom est aujourd'hui cité dans une importante affaire judiciaire que l'on nomme en France : « le Kazakhgate ». Selon plusieurs témoins, vous seriez à l'origine de faits de corruption graves et de trafic d'influence. Avez-vous sollicité l'aide de Nicolas SARKOZY en 2009 pour qu'il évite à trois de vos amis de faire de la prison en échange d'achats d'hélicoptères français ?

Monsieur le Président François HOLLANDE, selon un document en votre possession, votre propre chef d'Etat-major, le Général PUGA, était tenu informé du déroulement de cette affaire au moment des faits. Est-il oui ou non témoin de cette histoire ? Est-il impliqué dans cette affaire ?

M. NOURSULTAN NAZARBAEV

Les chefs d'Etat suscitent toujours pas mal de discussions car les chefs d'Etat intéressent tout le monde. Vous savez, on entend beaucoup de choses sur beaucoup de Présidents. Certains Présidents auraient été impliqués dans ceci ou cela. Vous n'avez rien demandé de concret. La seule chose que je peux vous dire est que l'on travaille sur les hélicoptères et que ces contrats nous sont nécessaires, que l'on travaille au niveau des ministères des situations d'urgence et d'autres, et nous sommes prêts à continuer cette coopération.

Nous n'avons aucune information en ce qui concerne les enquêtes judiciaires, pénales ou autres. Si jamais il y avait ce genre d'accusations, j'aimerais avoir des faits, des preuves et à ce moment-là nous nous en occuperons. Pour l'instant, nous n'avons aucune information concrète.

En ce qui concerne les trois amis que vous évoquiez, peut-être que si vous pouviez mentionner leurs noms, ce serait un peu plus simple de vous répondre mais là je ne peux pas le faire.

QUESTION

Celui qui est le plus connu est Patokh CHODIEV. Avez-vous demandé à Nicolas SARKOZY la libération, ou en tout cas de faire pression sur le Sénat belge, comme un document rédigé par un

conseiller de l'Elysée l'en atteste. Une enquête de justice est évidemment en cours là-dessus mais Patokh CHODIEV a effectivement profité d'une transaction pénale élargie dans une loi votée dans l'urgence et dans des conditions assez douteuses. Avez-vous demandé à Nicolas SARKOZY de vous aider et d'aider Patokh CHODIEV à sortir sans ennui de justice via une transaction pénale en Belgique ?

M. NOURSOULTAN NAZARBAEV

Patokh CHODIEV n'a aucun rapport avec les hélicoptères. C'est un des leaders d'une entreprise internationale qui travaille sur les ressources du Kazakhstan. Je n'ai jamais demandé quoi que ce soit à M SARKOZY. Donc, pour moi, ce sont des racontars tout simplement de personnes que je ne connais pas. D'ailleurs, je peux vous dire que je n'avais aucune raison de demander une faveur.

LE PRESIDENT

La justice en France est saisie. Elle travaille, fait ses enquêtes et je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

Sur l'entreprise elle-même qui a signé ces accords pour la fourniture d'hélicoptères Airbus Helicopters- elle a dit elle-même dit qu'il n'y avait eu de son côté aucun versement d'aucune commission de quelle que nature que ce soit.

QUESTION

Et sur votre chef d'Etat-major ?

LE PRESIDENT

Le chef d'Etat-major qui était donc là au moment où ce contrat a été signé, son nom n'a pas été évoqué aujourd'hui par la justice en tout cas.

QUESTION

Une note a été saisie, rédigée par Jean-François DE ROZIER, où il est dit que le Général PUGA était informé de cette affaire.

LE PRESIDENT

Ce sera à la justice d'en décider et d'en donner sa version, la seule qui, d'ailleurs, vaudra la vérité. Mais sur un contrat, il est bien nécessaire que le chef d'Etat-major de l'époque et en particulier du Président de la République Nicolas SARKOZY en soit informé. Ce n'est pas le contrat qui pose un problème, chacun l'a bien compris. Acheter et vendre des hélicoptères fait partie de ce que les Etats ont à faire ensemble. Ce qui pose un problème dans cette affaire, c'est de savoir s'il y a eu corruption ou une commission et ce sera à la justice française de donner la vérité.

QUESTION

Il a été dit que la coopération dans le domaine du tourisme allait également s'élargir.

Récemment, il y a un nouveau « régime sans visa » qui a été amorcé et certains pays étaient concernés par cet accord. La France a été concernée. Est-ce que la France a l'intention d'inclure le Kazakhstan, par exemple, parmi les pays qui auraient le plus besoin de visas ?

LE PRESIDENT

Nous travaillons, cela fait partie des discussions qui sont engagées. Dès lors que nous souhaitons qu'il y ait davantage de touristes, ils doivent avoir des procédures qui puissent être facilitées. Nous avons donné toutes les instructions pour que les visas soient donc délivrés dans un délai extrêmement court. A terme, nous pourrions même envisager une autre procédure.

QUESTION

La question a été posée sur les régimes sans visa.

LE PRESIDENT

J'ai bien compris la question. L'idéal est d'aller vers un système sans visa mais nous n'en sommes pas encore là.

M. NOURSOULTAN NAZARBAEV

Merci pour votre participation à la conférence de presse.